

PREFECTURE DU RHONE

**Direction départementale
de la protection des populations
du Rhône**

Lyon, le 26 AVR. 2010

**Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03**

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 64 55
✉ : lucile.giovannetti@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires
à la société DORLYL pour le site qu'elle exploitait
20, rue Jean Jaurès à MEYZIEU**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31 ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU l'arrêté interpréfectoral n° 2008-2834 du 30 juin 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 1994 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société DORLYL dans son établissement situé 20, rue Jean Jaurès B.P. 35 à MEYZIEU ;

VU la déclaration en date du 1^{er} août 2006 de la société DORLYL relative à la cessation définitive des activités qu'elle exerçait sur le site de MEYZIEU 20, rue Jean Jaurès ;

VU le récépissé de déclaration qui lui a été délivré le 9 août 2006 ;

VU les études transmises par la société DORLYL dans le cadre de la mise à l'arrêt de ses installations, complétées en dernier lieu le 30 juin 2008 ;

VU le courrier de la mairie de MEYZIEU en date du 4 juillet 2008 concernant l'usage futur industriel du site ;

VU les rapports en date des 25 août 2008 et 2 mars 2010 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 25 mars 2010 ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la cessation définitive des installations de transformation de matières plastiques qu'elle exploitait à MEYZIEU 20, rue Jean Jaurès, activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 11 avril 1984, la société DORLYL a transmis une étude simplifiée des risques, complétée par des investigations de sol supplémentaires ainsi que des analyses des eaux souterraines ;

CONSIDERANT que des analyses complémentaires réalisées par la société SOCOTEC, en mars 2008, au droit de zones susceptibles d'être polluées, il ressort que les sols sont contaminés en plusieurs points du site, notamment en P.C.B et en étain ;

CONSIDERANT que cette situation n'est toutefois pas incompatible avec le futur usage industriel du site, projet qui a reçu un accord de principe du maire de MEYZIEU ;

CONSIDERANT par ailleurs, que si les analyses d'eaux souterraines montrent l'absence de pollution au niveau de la nappe d'eau souterraine, il convient de faire réaliser des études complémentaires afin que les résultats soient confirmés (période de hautes et basses eaux de la nappe phréatique) ;

CONSIDERANT que compte tenu de ce qui précède il convient d'une part, de garantir la pérennité des contraintes d'usage et d'aménagement du site et d'autre part, de confirmer l'absence d'impact, dans le temps, des pollutions résiduelles sur le milieu ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'imposer à la société DORLYL la mise en place de servitudes ainsi que les modalités d'une surveillance des eaux souterraines ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

1. ARTICLE 1 – OBJET

La société DORLYL, dont le siège social se trouve au 420, rue d'Estienne d'Orves – 92 705 COLOMBES Cedex, est tenue de se conformer au présent arrêté pour la cessation définitive des activités qu'elle exerçait sur le site 20, avenue Jean Jaurès à MEYZIEU.

ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

2.1 - Conception du réseau de forages

Sur la base de l'étude actualisée de l'hydrogéologie du site, seront définis :

- leur nombre (deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont) ;
- leur lieu d'implantation ;
- leur profondeur.

2.2 - Réalisation des forages

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

2.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

2.4 - Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux :

- Hydrocarbures totaux,
- Étain et ses composés,
- COHV,
- PCB.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

La fréquence d'analyse pourra être réduite à une fréquence semestrielle, en cas d'absence de détection de composés suite aux 2 premières campagnes d'analyses.

2.5 – Échéances de mise en œuvre

L'entreprise DORLYL devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté.

- Réalisation des premières analyses : 3 mois

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable, confirmation du sens d'écoulement), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse ...) sont joints avec le résultat des mesures.

2.6 – Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

ARTICLE 3 – BILAN TRIENNAL

Dans tous les cas, à l'issue des investigations sur site [et hors site] et des mesures de gestion proposées, un bilan triennal de surveillance des milieux devra être proposé et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 – RESTRICTIONS D'USAGE

Un dossier comprenant les éléments nécessaires à l'institution de servitudes sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage des terrains retenu conformément à l'article l'article R.512-75 du Code de l'Environnement. Les dispositions prendront la forme d'une SUP telle que prévue aux articles L.515-8 et suivants du Code de l'Environnement. Toute autre forme de servitude permettant de répondre à l'objectif fixé pourra être soumise à l'accord de l'inspection.

ARTICLE 5 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de MEYZIEU et à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement - préfecture du Rhône) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 8

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MEYZIEU, chargé de l'affichage prescrit à l'article 6 précité,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à l'exploitant.

Lyon, le 26 AVR. 2010

Le Préfet,
La Secrétaire Générale Adjointe
Marie-Thérèse DELAUNAY

